

nous assumons la présidence du Comité de travail sur les réfugiés. Nous avons présidé une réunion à Montebello le mois dernier pour coordonner le travail de tous les groupes multilatéraux participant au processus de paix au Moyen-Orient. En Afrique du Sud, nous participons activement à la transition vers la démocratie. Ailleurs en Afrique, que ce soit bilatéralement ou au sein du Commonwealth ou de la Francophonie, nous travaillons activement avec les gouvernements et les ONG afin de contribuer au développement économique et démocratique de ces pays.

Nous continuerons à être actifs à travers le monde. Cependant, dans cette époque de contraintes budgétaires, notre rayon d'action ne peut plus être aussi large. Les changements survenus dans le monde et dans notre pays nous amènent à faire des choix douloureux. Si nous voulons avoir une politique étrangère cohérente et efficace, alors ces choix doivent absolument être guidés par notre volonté d'établir des mécanismes régionaux et interrégionaux qui nous serviront bien dans le nouveau siècle qui approche.

Respecter les valeurs et les intérêts des Canadiens et des Canadiennes

Nous sommes souvent confrontés à des arguments opposés en matière de politique étrangère. Ces arguments simplifient à l'extrême le débat que nous tenons ensemble. Nos valeurs de même que nos principes éthiques et moraux sont rejetés par les réalistes qui s'entêtent à voir une politique étrangère qui ne servirait que les intérêts économiques et politiques immédiats du pays. D'un autre côté, les idéalistes voudraient une politique étrangère axée uniquement sur la promotion stricte des droits de la personne et de leurs valeurs, tout en ignorant les autres intérêts, parfois capitaux, du Canada.

Monsieur le Président, il est beaucoup trop facile et dangereux de simplifier le débat de la sorte. Nous ne ferons alors que rendre la politique étrangère de ce pays aveugle. Nous devons reconnaître qu'une vision du monde aussi tranchée est mauvaise. Certes, nos intérêts économiques sont importants. Certes, nous voulons promouvoir les droits de la personne. Cependant, avons-nous le droit d'imposer l'un au détriment de l'autre?

L'insécurité, l'instabilité et la guerre sont néfastes au commerce international. Les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement sont les meilleurs défenseurs de la paix et de la sécurité.

L'histoire nous démontre que le développement économique et le respect des droits de la personne vont de pair. L'accroissement de la prospérité est souvent ce qui déclenche les changements sociaux. Lorsque nous parlons de prospérité économique, nous